Venezuela : un coup d’État impérialiste que rien ne justifie !



Nous condamnons sans ambiguïté l’opération impérialiste des États-Unis au Venezuela, qui a consisté principalement en l’enlèvement du président Nicolas Maduro et de sa compagne Cilia Flores. Nous exigeons leur libération immédiate et leur retour en sécurité dans leur pays. Dans sa déclaration suivant l’opération, Donald Trump a précisé son projet en annonçant que les États-Unis allaient « diriger le pays » en attendant une « transition sûre ». Il s’agit donc d’un véritable coup d’État, qui vient conclure une escalade orchestrée depuis septembre 2025, et de multiples tentatives de déstabilisation depuis la « révolution bolivarienne » et mise en place du régime chaviste en 1998.

La déclaration tardive d'Emmanuel Macron, qui « prend acte » d' un Venezuela « débarrassé de la dictature de Nicolás Maduro » et ne peut « que s'en réjouir » est bien différente de celle de son ministre des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot. En effet, celui-ci écrit que "L'opération militaire ayant conduit à la capture de Nicolás Maduro contrevient au principe de non-recours à la force qui fonde le droit international" et que "La France rappelle qu'aucune solution politique durable ne saurait être imposée de l'extérieur et que les peuples souverains décident seuls de leur avenir.". Cela éclaire les contradictions macronistes, pris en étau entre leurs vulnérabilités face à Trump et leur soutien à l'Ukraine contre Poutine au nom du droit international.

Aucune ingérence ni aucune intervention impérialiste, sous aucun prétexte, ne saurait être justifiée, encore moins par les accusations grotesques de trafic de stupéfiants qui servent d'alibi à la prise de contrôle directe du pétrole vénézuélien par les firmes pétrolières états-uniennes afin de rétablir leur taux de profit, dans un contexte de chute des prix du pétrole. C’est aux classes populaires vénézuéliennes de décider de l’utilisation de la rente pétrolière vénézuélienne comme de son propre sort en général !

En toute indépendance politique du régime autoritaire et bureaucratisé de Nicolas Maduro - qui a nié durant des années aux masses toute initiative, et durement réprimé toute opposition populaire, y compris celle se trouvant parmi les bases du chavisme - toutes les organisations syndicales et politiques du mouvement social doivent soutenir le peuple vénézuélien dans la résistance à cette agression; il n'y a que le peuple vénézuélien à être souverain pour décider de son avenir. Seule la mobilisation consciente et indépendante des travailleurs-ses vénézuélien-ne-s permettrait - en refusant toute « transition démocratique » imposée par le haut - d’enclencher un

véritable processus démocratique qui écarte toute ingérence extérieure des Etats-Unis. Mais, pour l'heure, la menace militaire n'est pas tout à fait écartée, et toute résistance armée doit être soutenue.

Ce coup d'État est une étape dans la recomposition impérialiste par les États-Unis de l'espace latino-américain et leur affirmation hégémonique sur l' « hémisphère occidental » qu'ils considèrent historiquement comme leur zone d'influence exclusive, en renversant leurs adversaires politiques : aujourd'hui le Venezuela, demain potentiellement Cuba ou la Colombie, que Trump a également menacé dans sa déclaration du 3 janvier. Cette stratégie vise à consolider ou mettre place des régimes strictement alignés sur les intérêts de Washington, comme au Salvador, en Argentine, au Panama ou désormais en Bolivie. L'ingérence états-unienne au Venezuela doit être dénoncée pour ce qu'elle est : le retour d'un interventionnisme direct en Amérique du Sud, et d'une menace existentielle pour tous les régimes qui comptent résister, d'une manière ou d'une autre, à l'impérialisme.

Au-delà, les autres puissances impérialistes occidentales comme la France et l'Allemagne, et leurs associés européens feraient bien de se rappeler que le document de sécurité nationale américaine publié en décembre 2025 désigne l'Europe comme un potentiel adversaire géopolitique : sous prétexte d'islamisation provoquée par l'immigration, les États-Unis désignent les pays d'Europe occidentale comme une potentielle menace stratégique dans les décennies à venir, ce qui alimente dès à présent des velléités interventionnistes au sein des cercles « MAGA » les plus radicalisés.

Tendance CLAIRE, le 4 janvier 2026